

23 novembre 2020
Débat d'orientations budgétaires
Trélazéen.ne.s, agissons ensemble !

I- Contexte national

La séquence qui s'ouvre autour de nos débats budgétaires s'avère, cette année, bien particulière du fait donc de la crise sanitaire.

Si dans nos vies personnelles et professionnelles, nous sommes tous impactés, nous le sommes aussi dans nos débats municipaux et nos engagements divers (politiques, associatifs ou autres).

Aussi reviendrai-je sur ce contexte de crise qui fait planer de nombreuses interrogations si ce n'est de multiples inquiétudes.

Cette pandémie qui touche le monde entier et met à l'arrêt des pans entiers de notre économie a révélé dans toute son ampleur la crise de l'hôpital public, et plus généralement, du système de santé en France. Pourtant pendant des mois, des années, les soignants ont tiré la sonnette d'alarme et un fort malaise s'était exprimé par de nombreux mouvements sociaux touchant tous les secteurs, les urgences comme les autres services, des aides-soignants jusqu'aux médecins. **Les personnels hospitaliers souffrent depuis plusieurs années des politiques d'austérité.**

En vingt ans, des dizaines de milliers de lits d'hôpitaux ont été supprimés et des établissements de santé fermés. S'il ne s'agit pas ce soir de débattre des politiques de santé, disons tout de même (pour faire court) que la situation que nous traversons, ici comme ailleurs, appelle **une transformation profonde du système de santé pour rompre avec la logique libérale où l'économie l'emporte sur la santé, la concurrence sur la coopération, les intérêts privés sur l'intérêt général.**

Cette crise frappe durement les populations du monde entier. De nombreux observateurs ou spécialistes soulignent aussi que **les classes populaires (souvent les « premiers de corvée ») payent un lourd tribut.**

Dans ce domaine comme dans bien d'autres, **ce gouvernement reste sourd aux attentes populaires et aux exigences des salariés. Fidèle aux dogmes libéraux, il fait fi des besoins du plus grand nombre, reste droit dans ses bottes pour appliquer ses logiques d'austérité.**

Lors du précédent mandat, nous avons unanimement apporté notre soutien au plan Borloo, convenant par là même de notre conscience collective de la situation dans nos quartiers et de notre exigence commune d'une réponse à la hauteur des enjeux. Je ne reviendrai pas sur la désillusion qui s'en est suivie...

Il y a quelques jours, plus de 110 maires (dont vous... et certaines de nos connaissances) ont signé une lettre adressée au chef de l'Etat pour défendre *« l'égalité républicaine de nos quartiers prioritaires »*. Dans le contexte que nous traversons, le constat est en effet limpide : *« En dépit des alertes, les villes et quartiers populaires restent un angle mort du plan de relance : aucune mesure ambitieuse n'a été prise pour répondre à la détresse sociale et économique qui frappe nos communes »*, une situation aggravée, donc, par la crise sanitaire.

Dire que, dans ces conditions, nous partageons tous, je pense, de grosses inquiétudes relève de l'euphémisme.

Pour autant, chacun d'entre nous s'attache à appréhender les débats et les orientations budgétaires pour 2021 avec la plus grande attention et le sens des responsabilités.

Certes, d'ici décembre, nous débattons, sans doute parfois de manière un peu vive, mais il est évident que **les propositions que les uns et les autres feront ne pourront pas être déconnectées du contexte particulièrement difficile que nous traversons** et qu'elles seront évidemment marquées par la gestion d'une crise ô combien complexe (sanitaire, économique, sociale, etc.).

II – Orientations budgétaires générales pour Trélazé

Concernant les orientations budgétaires présentées ce soir, elles demeurent dans la lignée des précédents exercices (avec, comme base de votre construction budgétaire, une épargne de gestion à hauteur d'environ 4 millions d'euros) et confirment bien entendu les éléments présentés par Lamine Naham notamment lors de la dernière commission des Finances.

Certes, vous souligniez que la situation allait évoluer d'ici fin décembre mais, dans le cadre d'un DOB, vous ne nous contredirez sans doute pas si nous disons que **vous poursuivez dans la même logique que par le passé** (c'est d'ailleurs assumé par L.Naham).

De notre côté, et comme nous le soulignons (nous aussi !) lors des exercices précédents, les contraintes financières impliquées par le contrat Cahors et les charges auxquelles nous devons faire face dans l'avenir impliquent, pour nous, au moins des questionnements.

Qu'il s'agisse de la situation de crise que nous traversons (et que j'évoquais plus haut), de la nécessité de maintenir et de développer des politiques par exemple en direction de l'enfance-jeunesse (scolarité à 3 ans, du plan mercredi, gratuité des TAP, etc.), de l'évolution démographique de la commune (et donc des besoins de la population en termes de services publics ou d'associations), etc., **nous aurons, quoiqu'on en dise, à trouver les moyens pour financer de nouvelles dépenses.**

Nous continuons de considérer qu'une épargne de gestion à environ 4 millions, pèse lourdement sur les moyens qui pourront être employés.

Nous avons déjà eu l'occasion de souligner **notre volonté de prioriser** (et donc de les financer!) :

- **La solidarité**, avec le développement des services publics et le soutien aux associations pour accompagner les plus fragiles, les personnes isolées, les personnes âgées de l'ensemble de la commune avec une attention plus particulière aux quartiers populaires. Nous avons proposé lors de la campagne électorale de mettre au débat l'idée d'une maison intergénérationnelle à la Quantinière. Les ravages sociaux et psychologiques consécutifs à la période que nous vivons montrent l'urgence d'y réfléchir collectivement.
- **L'accompagnement des jeunes, des familles** à travers des coopérations avec les écoles, les associations et les institutions comme la CAF. Là encore, la course effrénée aux effets d'aubaine pour capter tel ou tel financement, avec une pluie de délibérations à passer dans

l'urgence au CM, conduit à produire des projets au coup par coup. Une réflexion posée avec l'ensemble des acteurs permettrait de travailler sur la durée.

- La transition écologique avec l'aménagement de mobilités actives, d'espaces verts et non pas la densification des quartiers comme vous nous le proposez dans la délibération 16.

La période de crise que nous traversons démontre encore davantage l'urgence de ces 3 priorités alors que vos orientations budgétaires demeurent toujours sur la perspective de la ville événement, stratégie qui, à nos yeux, nous prive de moyens pour faire face aux défis que nous avons devant nous.

Je ne reviendrai pas sur le fait qu'il existe à nos yeux, pour ce faire, des marges de manœuvres financières à mobiliser (notamment dans les dépenses liées à l'Événementiel), **ce qui suppose bien entendu une réorientation de la politique globale menée sur la Ville qui, actuellement fait la part belle à la communication.** C'est le sens du débat que nous avons d'ailleurs eu ensemble en juillet dernier.

Nous aurons bien l'occasion de revenir plus précisément sur les chiffres dans les semaines à venir (dans le cadre du vote du budget primitif) lorsqu'ils seront, disons, affinés.... Toutefois, je pointerai que **la dégradation sensible de la trésorerie fait mécaniquement augmenter la durée de remboursement de notre lourde dette et souligne la contrainte que constituent les choix d'investissements faits par le passé.**

Je soulignerai donc que **si, pour vous, l'augmentation des bases est la conséquence de votre stratégie politique globale de « Ville Événement », elle est surtout, pour nous, la condition *sine qua non* de la stabilité budgétaire de la Ville, avec à nos yeux, tous les risques de fuite en avant que cela comporte !**

Pour ce qui concerne enfin le PPI, nous reviendrons lors de la discussion sur certains points et quelques-uns de mes colistiers ne manqueront pas de vous faire part de leurs questions sur ce sujet.